



HAL
open science

La dissuasion nucléaire à l'épreuve de la démocratie

Benoît Pelopidas

► **To cite this version:**

Benoît Pelopidas. La dissuasion nucléaire à l'épreuve de la démocratie. Grand Jeu. Géopolitique - Stratégie - Défense, 2018, 2, pp.30 - 37. hal-03458118

HAL Id: hal-03458118

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-03458118>

Submitted on 30 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LA DISSUASION NUCLÉAIRE À L'ÉPREUVE DE LA DÉMOCRATIE

FLORENT CORNEAU

FLORENT CORNEAU EST ÉTUDIANT EN TROISIÈME ANNÉE DE BACHELOR EN
RELATIONS INTERNATIONALES ET RÉDACTEUR EN CHEF DE LA REVUE

Il s'entretient avec Benoit Pélopidas, chercheur et professeur à Sciences Po Paris. Titulaire de la chaire d'excellence en études de sécurité au Ceri, il dirige le programme de recherche indépendante sur le nucléaire *Nuclear Knowledges*. Il est l'auteur d'une thèse soutenue en 2010 et intitulée *La séduction de l'impossible : étude sur le renoncement à l'arme nucléaire et l'autorité politique des experts*. Ses travaux ont été récompensés par 4 prix internationaux et par des financements pluriannuels de l'Agence nationale de la recherche et du *European Research Council*. En amont de Sciences Po, il a notamment enseigné aux États-Unis, en Suisse, en Angleterre et au Collège de défense de l'Otan.

L'opérationnel agit et réfléchit en termes d'efficacité stratégique imposée par les décideurs politiques. Ainsi, ses conclusions peuvent être entachées d'un biais compréhensible, rendant ainsi nécessaire l'écoute des analyses fournies par les universitaires et, *a fortiori*, par la recherche indépendante. C'est tout le sens de cet entretien, qui entend questionner la pertinence des contours de la dissuasion nucléaire. Cette dernière, souvent érigée en « dogme » peut-elle avoir sa place dans une société démocratique telle que la France ?



LE DOGME DE LA DISSUASION NUCLÉAIRE OU L'ILLUSION DE LA COHÉRENCE

L'acquisition de l'armement nucléaire par la France relèverait d'une nécessité stratégique induite par l'environnement conflictuel de la guerre froide. Il y aurait donc une cohérence entre arsenal et stratégie, et l'exemple de la crise de Suez, remontant à 1956, est souvent cité comme point de départ du programme nucléaire français. Or, il apparaît évident que « l'incohérence est quasi totale au moins jusqu'à l'apparition des sous-marins »¹. Le président du Conseil de l'époque, Guy Mollet, affirmait qu'avec le nucléaire, les Français n'auraient pas été humiliés. Et c'est là « qu'il faut distinguer les causes et les justifications ».

« Cette opinion n'engage que celui qui la profère, c'est l'opinion de Guy Mollet. Nous avons surtout la preuve empirique que c'est faux, qu'au moment de Suez, les Britanniques disposent d'une capacité nucléaire qu'ils ont testé et ils n'ont pas été moins humiliés que les Français. L'historiographie sur Suez montre d'ailleurs que ce qui a contraint les Britanniques à rebrousser chemin, et les Israéliens aussi, c'est la pression financière des États-Unis. (...) Il y a une interprétation, radicalement divergente, de Suez par les Français et par les Britanniques: ces derniers déduisent de Suez qu'on ne peut plus jamais rien faire sans les Américains et qu'il faut donc toujours s'assurer de leur soutien. (...) Les Français déduisent de Suez qu'on ne peut jamais compter sur le soutien des Américains et qu'il faut toujours pouvoir faire en sorte de faire sans eux. (...) C'est de cette interprétation de Suez que les partisans de la dissuasion "à la Gallois", c'est-à-dire de la dissuasion comme sanctuarisation², vont tirer une ressource de justifications ». On a donc développé un armement, puis la doctrine est arrivée ensuite.

Un chercheur américain, Francis Gavin³, avait tenté de faire tomber bon nombre de raccourcis en démontrant « que quand

1. Le programme français de SNLE a débuté dans les années 1960 pour une première admission au service actif en 1971 du sous-marin *Le Redoutable*.

2. Lire l'ouvrage majeur du Général Pierre-Marie Gallois, *Stratégie de l'âge nucléaire* publié pour la première fois en 1960.

3. Lire les travaux du Professeur Francis Gavin et son dernier ouvrage, *Nuclear Statecraft : History and Strategy in America's Atomic Age*, publié en 2012 aux Cornell University Press.

l'administration américaine passa des représailles massives à la riposte graduée⁴, ce qui est un changement doctrinal majeur, il s'avérait que les forces armées qui ont pour mission de mettre en œuvre cette doctrine n'étaient pas en mesure de le faire, parce que les opérationnels sur le terrain n'avaient pas d'instructions mises à jour. Ce décalage, et cette impossibilité de la réponse graduée, c'est aussi une illustration supplémentaire de ce décalage entre la doctrine, la politique de ciblage et l'arsenal existant : c'est la norme et non pas l'exception. (...) Rétrospectivement parlant, le discours nucléaire reproduit l'illusion de la cohérence, et c'est là que la recherche a un travail d'inventaire à faire ».

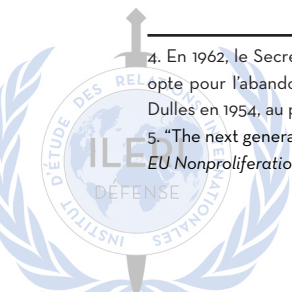
DÉMOCRATIE NUCLÉAIRE ? UN AGENDA DE RECHERCHE

Il est donc important de rouvrir la question du lien entre armes nucléaires et démocratie. « On entend 3 postulats fréquents sur les attitudes du public eu égard aux armes nucléaires : premièrement, qu'avec le passage du temps, les gens sont oublieux, ils ne prennent plus la mesure de la menace ; ensuite qu'ils sont indifférents à ces sujets et que ça ne les intéresse pas ; enfin qu'ils ne manifestent pas dans la rue comme lors des grands mouvements antinucléaires dans les années 80. (...) Ainsi, à la fin, on peut bénéficier d'un consentement tacite (...). Mais au nom de quoi peut-on transformer cette ignorance, cet oubli, en un signe politique actif de soutien ? (...) Si la population soutient cette politique, alors demandons-lui ce qu'elle veut ».

De surcroît, la population ne serait pas spécialement indifférente à la question, loin de là. Dans une étude menée par le programme *Nuclear Knowledges*⁵ qui interroge 10 000 jeunes européens entre 15 et 30 ans dans les 28 pays de l'Union européenne, ce que l'on observe, « ce n'est pas une indifférence à la question, c'est un grand sentiment d'impuissance. (...) "Nous, nous ne nous mobilisons pas car nous avons le sentiment que nous n'avons pas la réponse, et que quoi que nous fassions, cela ne changera rien" ». Ce qui est observé

4. En 1962, le Secrétaire d'État à la Défense américain Robert McNamara, sous la présidence de Kennedy, opte pour l'abandon de la doctrine de représailles massives instiguée par son prédécesseur John Foster Dulles en 1954, au profit de la doctrine de riposte graduée.

5. "The next generation of European citizens facing nuclear weapons. Forgetful, indifferent but supportive?", *EU Nonproliferation Paper series 56*, March 2017.



c'est aussi une « connaissance très limitée des cas passés d'accidents, même dans les pays où les accidents ont eu lieu⁶ ». Mais cela semble être plutôt « le succès d'une politique publique de démobilisation, qui a réussi à démobiliser l'opinion ».

« La démocratie, c'est la reddition de comptes à la fin du mandat ». Il faut donc partir du principe que les électeurs ont les moyens de « faire le bilan du gouvernement qui s'en va et dont il est candidat à sa reconduction ». Aussi, les candidats aux élections font des promesses et des programmes où le nucléaire est supposé tenir une place centrale, puisqu'il semble engager la survie de la nation. D'autant plus que, ne serait-ce que du point de vue de l'importance budgétaire que recouvre le nucléaire dans les dépenses publiques⁷, ce dernier n'a pas la place qu'il devrait avoir dans le débat politique. Ainsi, le citoyen ne semble pas armé pour juger en connaissance de cause cette question qui n'est pas réellement traitée et pour un bilan qui n'est jamais complet.

RÉINTRODUIRE DANS LE DÉBAT PUBLIC LA QUESTION NUCLÉAIRE

« La question de sensibiliser le public, c'est d'abord d'avoir un sens un peu précis d'où en est la population. Qu'est-ce qu'elle veut ? Qu'est-ce qu'elle sait ? Une fois que l'on a construit cette base-là, il y a deux types d'actions à conduire : une action vis-à-vis des élus », et une action vis-à-vis des citoyens.

« Il faut mettre au service de la Commission de la défense nationale et des forces armées, à l'Assemblée et au Sénat, une expertise indépendante sur ces sujets. Une expertise formée par des gens qui sont apolitiques, des chercheurs compétents qui répondent à la demande formulée par le parlementaire en termes de production des connaissances ». Cela permettrait d'éviter des auditions « d'experts *para* officiels (...) avec en face deux partisans du désarmement qui vont tenir des positions tellement radicales » que le parlementaire n'a en fait pas vraiment de choix. Cela « parce qu'il a une parole qu'il entend, une parole experte (...) et autre chose qui est censée

6. On pense notamment à l'incident de Palomares en Espagne en 1966 où un accident d'avion avait fait perdre plusieurs charges nucléaires aux Américains.

7. On parle d'un montant qui devrait atteindre les 5 milliards d'euros en 2020 et qui ne peut qu'augmenter en raison de la nécessité d'entretien et d'amélioration de l'arsenal nucléaire existant.



lui donner un choix, et un choix qu'il considère comme inacceptable d'emblée ».

L'élément éducatif est primordial, « l'enjeu, c'est d'enseigner à tous les citoyens, et de faire le lien avec les enseignants en collèges et lycées, pour être sûr que ce qui est communiqué sur le sujet n'est pas l'idéologie du temps, ou d'un parti, ou de quoi que ce soit, et que cela reflète les dernières avancées de la connaissance dans ce domaine. »

DÉBATS ET OBJETS DE RECHERCHE

« Si l'on veut avoir un vrai débat sur le nucléaire, il faut faire face à 3 dimensions du problème qui sont trop souvent occultées en France par un discours qui est trop répétitif. (...) Il faut d'abord se poser la question de la vulnérabilité, et pas seulement en termes matériels, mais aussi en termes épistémiques et politiques ».

Pour ce qui est de « la vulnérabilité épistémique, c'est donc les limites de la connaissance. (...) Si on compare les systèmes d'armes nucléaires avec n'importe quel autre système d'armes, on n'a pas l'expérience de la guerre pour savoir si cela a servi des objectifs attendus ou non, on n'a pas cette espèce de falsification par l'expérience de la bataille qui est remplacée par de la modélisation et par des spéculations théoriques. Par opposition aux théoriciens militaires classiques, on n'a pas l'histoire de l'humanité comme champ d'apprentissage. (...) Même sur les crises qui sont unanimement reconnues comme sérieuses, Cuba par exemple, on a tout de même établi qu'il y a des leçons apprises qui varient considérablement d'un pays à l'autre ». De surcroît, en partant de « l'élément accepté selon lequel la plupart des programmes nucléaires ne sont pas autochtones mais ont toujours des coopérations ; et que du coup à partir de ces coopérations, on peut découvrir des sources de documentation qui sont régies par des régimes de secrets très différents », il est important de penser au-delà du cadre national et d'avoir un accès aux archives.

Ainsi, au-delà de l'évolution matérielle de l'armement nucléaire, il faut penser la vulnérabilité politique. Nous sommes en droit de questionner la capacité de l'État westphalien à protéger sa population, et donc de regarder si cette forme politique n'est pas rendue



obsolète. Il s'agit donc « d'observer que dans l'histoire nucléaire, il y a déjà eu plusieurs tentatives de réponses institutionnelles à ce problème : il y a eu d'abord les premières tentatives d'eupéanisation d'un programme nucléaire. Ensuite, il y a eu une tentative d'eupéanisation de la dénucléarisation, ainsi qu'une tentative de légalisation des réponses ». Aussi, beaucoup de chercheurs ont pensé « soit à la régression locale, soit au contraire à l'universalisation d'une forme de souveraineté globale ». Quoi qu'il en soit, la recherche a un rôle important à jouer si l'on veut trouver des réponses adaptées aux enjeux qui nous sont posés.

L'UTOPIE DU DÉSARMEMENT NUCLÉAIRE, UN AVENIR EN SUSPENS

Le désarmement nucléaire total est-il possible ? probable ? souhaitable ? « En France, ce concept-là est un épouvantail à moineaux. (...) Ce n'est pas fait pour réfléchir de manière politique, cela est fait pour disqualifier des gens ». Nous comptons près de 15 000 armes nucléaires en tout genre dans le monde, mais « entre 15 000 et 0, il y a plein d'étapes sur lesquelles il faut réfléchir, (...) parler de 0 maintenant c'est un peu poser la mauvaise question ».

« Les postulations que l'on fait sur l'avenir sont cruciales pour déterminer la position que nous avons sur ce sujet. (...) Si vous prenez au sérieux ce que la connaissance scientifique a montré, qui est le rôle de la chance dans l'issue de certaines crises, (...) on peut prouver que dans certains cas, nous avons échappé à l'emploi de l'arme nucléaire par chance. (...) Si cela est vrai, l'idée d'une soutenabilité infinie d'un ordre dans lequel il y a à la fois un grand nombre d'armes nucléaires et pas d'emploi, n'est pas une possibilité convaincante ».

« Est-ce que nous n'allons pas juste dire qu'il y a l'utopie du désarmement et le réalisme de la dissuasion ? (...) Les spécialistes réalistes de la dissuasion ne vous disent pas qu'il n'y aura jamais d'accidents, ou probablement pas, ce sont des gens sérieux. Donc à partir de ce moment-là, la question est : quand est-ce que, dans ce scénario, l'accident a lieu ? Quand est-ce que la dissuasion échoue ? ». C'est de la réponse à ces questions que l'on pourra déterminer si oui ou non le désarmement nucléaire est souhaitable⁸.

8. Benoît Pélopidas, "Nuclear weapons scholarship as a case of self-censorship in security studies", *Journal*

« Ceux qui vous disent que le désarmement est une utopie, il faudrait qu'ils ajoutent un adjectif, que le désarmement nucléaire est une utopie politique. C'est un pari sur la stabilité qu'on peut réfléchir. (...) Penser que la dissuasion fonctionnera pour l'avenir, qu'il n'y aura jamais d'accidents ou qu'il y aura des accidents qui ne seront que des accidents sans conséquences, c'est une utopie d'un genre différent, qui est une utopie technologique ». Une troisième utopie est aussi de l'ordre technologique, c'est celle de la défense antimissile, qui est de considérer qu'une fois devenue absolument efficace, le concept de dissuasion par le nucléaire sera sans conséquences. « Le problème, c'est que le débat politique consiste à jeter le label utopie sur le type d'en face » pour le discréditer et imposer son point de vue.

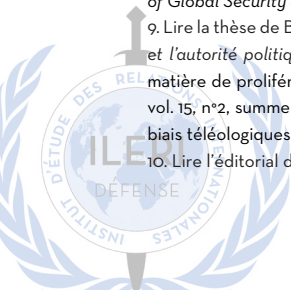
Toutefois, il y a 183 pays dans le monde qui se passent très bien de ces armes, pour un total de 39 États ayant cherché à les développer avec une grande majorité d'entre eux qui y ont renoncé⁹. « Contrairement au discours établi, on peut montrer que ce n'est pas simplement parce qu'ils étaient sous la contrainte, ou qu'ils étaient incompetents, ou encore qu'ils étaient sous un parapluie nucléaire, mais simplement que leur préférence dans la manière d'assurer leur sécurité nationale s'est faite en l'absence de ce type d'armes ». On peut aller plus loin et considérer que pour certains, pendant la guerre froide, ce type d'armes « allait transformer le pays en une cible prioritaire pour l'Union soviétique ». Encore récemment, des spécialistes considèrent l'arme nucléaire comme une menace, et en premier lieu pour son détenteur¹⁰.

Qui plus est, pour envisager que le désarmement devienne possible, on peut penser à une « dynamique de la stigmatisation, une dynamique de l'effondrement énergétique des sociétés » où les ressources sont tellement rares que la dissuasion nucléaire n'est absolument plus une priorité ; ou encore prendre au sérieux d'autres

of *Global Security Studies*, November 2016, pages 326-336.

9. Lire la thèse de Benoît Pélipidas, *La séduction de l'impossible : étude sur le renoncement à l'arme nucléaire et l'autorité politique des experts*, soutenue en 2010 à Sciences Po Paris et les articles "Du fatalisme en matière de prolifération nucléaire. Retour sur une représentation opiniâtre", *Swiss Political Science Review* vol. 15, n°2, summer 2009, pp. 281-316, et « Les émergents et la prolifération nucléaire. Une illustration des biais téléologiques en relations internationales », *Critique Internationale*, n°56, septembre 2012, pp. 57-74.

10. Lire l'éditorial de Paul Nitze, "A threat mostly to ourselves", *New York Times*, 28 octobre 1999.



changements radicaux possibles sur les plans politique, économique ou technologique en se souvenant de la crise économique de 2008, où « nous sommes passés très près d'un effondrement économique réel de l'économie mondiale ».

Enfin, nous pourrions penser de nouveaux outils de précision comme instruments de la dissuasion conventionnelle, et par conséquent limiter la destruction de masse. Éventuellement, une forme de dissuasion pourrait en chasser une autre. Toutefois, « la monopolisation du concept de dissuasion par le nucléaire est particulièrement poussée en France. (...) Il ne faut pas penser en termes de capacités de dissuasion des armes nucléaires mais penser en termes de capacités additionnelles de dissuasion des armes nucléaires par rapport à l'arsenal conventionnel existant ». Surtout, dans l'optique de représailles possibles, « il y a tout un tas d'échelons d'engagement des forces, et nous pouvons supposer ou espérer que l'emploi des armes nucléaires n'est que le dernier stade ».

* * *

Cet entretien montre que ces considérations font l'objet de recherches de la part d'universitaires, bien que pour les officiels l'abandon du nucléaire militaire ne soit pas à l'ordre du jour. Si la dissuasion nucléaire n'est pas près de cesser au vu des programmes budgétaires de renouvellement des composantes de la dissuasion, cela ne doit en aucun cas occulter ou appauvrir le débat, si l'on consent toujours à être et à incarner une démocratie.

POUR ALLER PLUS LOIN :

- Lire « Quelle(s) révolution(s) nucléaire(s) ? » in l'ouvrage de Benoît PÉLOPIDAS et Frédéric Ramel (dir.), *Guerres et conflits au XXI^e siècle*, Presses de Sciences Po, 2018 ;
 - Georges LE GUELTE s'attache à défaire les raccourcis dans *Les armes nucléaires : mythes et réalités*, Acte Sud, 2009, 390 pages ;
 - Retrouver les séminaires du programme *Nuclear Knowledges* sur www.sciencespo.fr/nk/fr/interventions.
-